

Défaillances d'entreprises dans le monde

Maxime Lemerle

Responsable des Etudes macroéconomiques et
défaillances

*Journée d'études Economix
Université Paris Ouest Nanterre
Vendredi 7 décembre 2012*

*Des difficultés
statistiques aux
nécessaires
prévisions*

Contact:

maxime.lemerle@eulerhermes.com

Tél : +33 1 84 11 54 01

Sommaire

- 1 Définitions et méthodologies**
- 2 Défaillances d'entreprises en France : bilan à fin octobre 2012 et prévisions**
- 3 Défaillances d'entreprises dans le monde : bilan 2011 et prévisions 2012-2013**

Défaillances d'entreprises ?

D'abord une question de DEFINITION : qu'est-ce qu'une entreprise ?

Une définition généralement simple qui se base sur le droit.

En France, une **entreprise** est « la plus petite combinaison d'**unités légales** qui constitue une unité organisationnelle de production de **biens** et de **services** jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes ».

(source : Insee, d'après la Loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008)

C'est une entité juridique de droit public ou privé qui peut être :

- une **personne morale** dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres : l'Etats, les collectivités locales, les établissements publics, les sociétés civiles sous toute leur forme (dont les SA, SARL, les SC pour l'immobilier et les professions libérales), les GIE et les associations
- une **personne physique** qui, sous certaines conditions (capacité), peut exercer, en tant qu'indépendant, une **activité économique**.

Défaillances d'entreprises ?

D'abord une question de DEFINITION : qu'est-ce qu'une défaillance ?

Une définition générale a priori simple là aussi :

« l'état d'une entreprise qui n'est pas en mesure de faire face à ses obligations vis-à-vis de ses débiteurs » (Charreaux, 1996)

Un **concept qui ne fait toutefois pas consensus** (Koenig, 1985 ; Guilhot, 2000), avec un risque de confusion entre « défaut » et « défaillance »

Une **multitude de manifestations** / de signes de (possibles) difficultés, depuis les petites difficultés passagères aux problèmes sérieux permanents :

- les « faux » litiges ou contentieux,
- les demandes de prorogations et d'arrangements amiables,
- les non-remboursements d'une dette /d'une obligation
- les impayés commerciaux généralisés...

Défaillances d'entreprises ?

Un mix obligé entre une conception financière une approche juridique

L'approche **économique** privilégie l'idée d'un ensemble de situations d'échec et d'un processus progressif, celle de l'incapacité d'atteindre des objectifs de manière régulière.

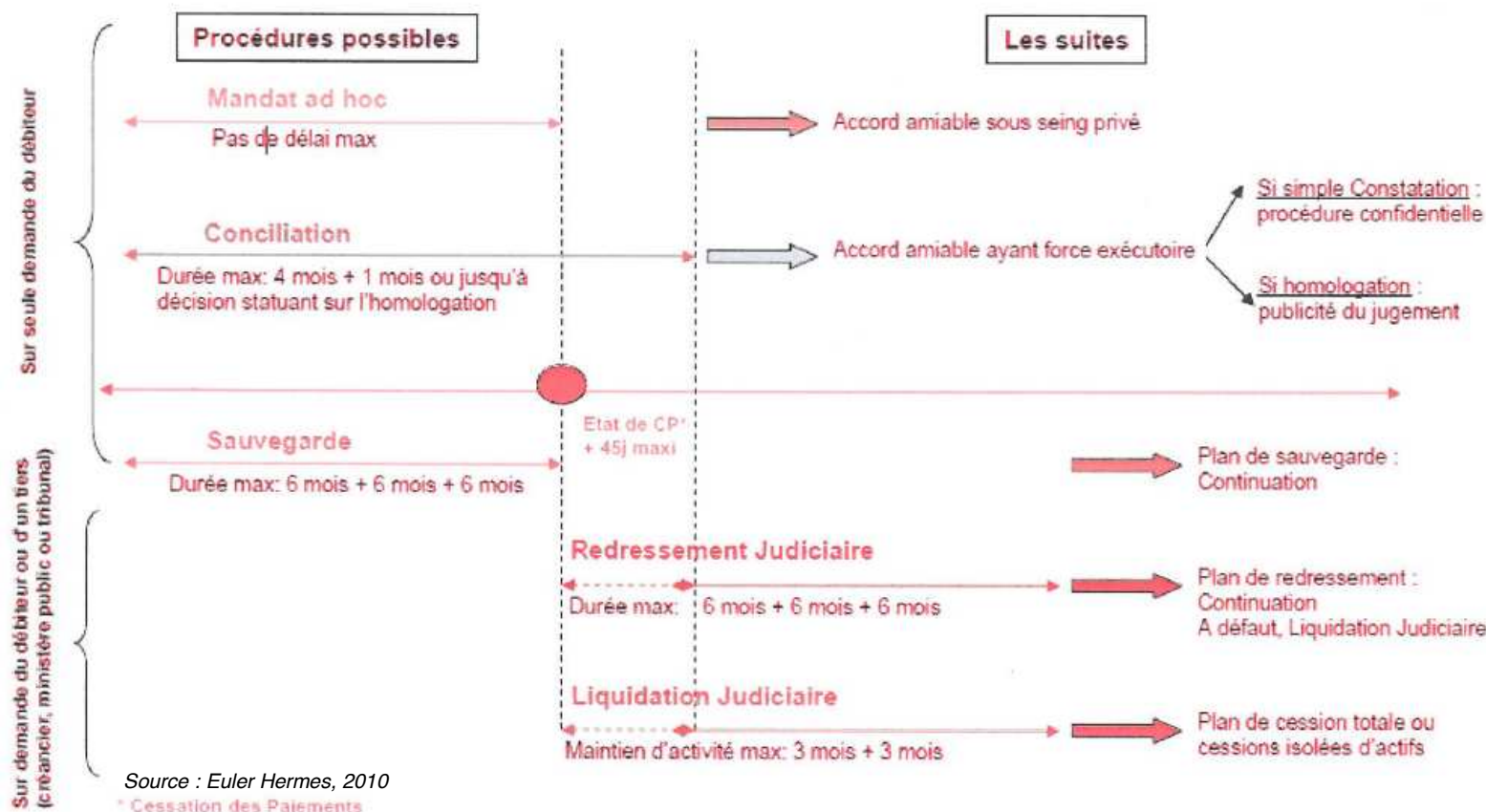
L'approche **juridique** se fonde sur la conformité ou non, à un moment donné, à un ensemble de critères légaux retenus par les législateurs, pour entamer une procédure collective/judiciaire

Une frontière qui peut être floue, entre le « stade ultime » des difficultés économiques et la « situation avérée d'incapacité de payer qui pourrait encore se résoudre » par des mesures de gestion adaptées.

Le besoin d'un clivage clair entre les statuts d'entreprise saine et d'entreprise défailante
=> en pratique le critère retenu pour la défaillance est le plus souvent l'entrée dans une procédure judiciaire (banqueroute, dépôt de bilan, faillite)

Défaillances d'entreprises ?

Ensuite une question de METHODOLOGIE : le cas de la France (a)



Au moins 5 choix clefs :

=> les types de procédures, la date de défaillance, le traitement des « chroniques », le périmètre sectoriel et les catégories juridiques

Défaillances d'entreprises ?

Ensuite une question de METHODOLOGIE : le cas de la France (b)

Les choix d'Euler Hermes....

- **4 types de procédures collectives** : liquidation judiciaire, liquidation judiciaire simplifiée, redressement judiciaire et sauvegarde (= exclusion des mandats ad hoc et des conciliations)
- Jugements d'ouverture des procédures : date de jugement / **date de publication**
- Jugements confirmés officiellement : source **BODACC** (Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales)
- Retraitement des chroniques ou « **doublons** », autrement dit prise en compte des jugements de transformation et/ou des périodes d'observation (pour une même défaillance, la succession des procédures peut s'étendre sur 36 mois au maximum : 18 mois de sauvegarde + 18 mois de RJ)
- Toutes les entreprises avec un **numéro SIREN**

...sont autant de sources possibles de différences de comptabilisation avec les autres organismes (Insee, Banque de France, Altares, Coface...)

Mais la France est un cas particulier, comme tous les autres pays !

Défaillances d'entreprises ?

Une question de METHODOLOGIE pour tous les pays ! (a)

Une **réalité très variable** d'un pays à l'autre :
 les différents types de procédures d'insolvabilité existantes (étude de fin 2007)

	Allemagne	Belgique	Danemark	Espagne	Finlande	France	Grèce	Italie	Norvège	Pays-Bas	Pologne	Roy.-Uni	Suède	USA
Procédures préventives et amiables	Vergleich		Akkord			Mandat ad'hoc et conciliation	Sindjalagi	Accordo di ristrutturazione dei debiti	!	Minneljik Incassotraject		exceptionnel	!	
Procédures préventives et judiciaires			Betalings stands-ning			Sauvegarde		Concordato Preventivo	Tvungen akkord/ Frivillig akkord		Postepowanie Naprawcze	Company Voluntary Arrangement	Företags rekons-truktion	Informal Liquidation ou General Offer
Procédures d'insolvabilité judiciaires	Insolvenzplanverfahren	Gerechtelijk Akkoord Le Concordat	Akkord	Concurso voluntario & necesario	Yrityssan eeraus	Redres- sement judiciaire	Anadior ganosi	Concordato Fallimentare		Surseance van Betaling	Postepowanie Upadlosciowe z mozliwoscia zawarcia Ukladu	Administration		Chapter 11
Procédures liquidatives judiciaires	Insolvenz mangels Masse Ou Insolvenz eröffnet	Het Faillissement La Faillite	Konkurs	Liquidation	Konkurssi	Liquidation judiciaire et liquidation judiciaire simplifiée	Ptochefsi	Procedura Fallimentare	Konkurs/ sloven	Faillissements procedur	Postepowanie Upadlosciowe w celu likwi- dacji Majatku	Creditors Voluntary Liquidation ou Compulsory Liquidation	Konkurs	Chapter 7

inexistant

! Frivillig akkord et Underhands akkord, norvégiens et suédois ne sont régis par aucune règle sinon que la proposition minimale de 25 % doit être acceptée par tous.

Source : Euler Hermes, bulletin économique n°1127 (Novembre 2007)

Défaillances d'entreprises ?

Une question de METHODOLOGIE pour tous les pays ! (b)

Une **réalité très variable** d'un pays à l'autre, avec des différences entre les mêmes procédures : le cas des procédures judiciaires de redressement (étude de fin 2007)




Critères significatifs	Allemagne	Belgique	Danemark	Espagne	Finlande	France	Grèce	Italie	Norvège	Pays-Bas	Pologne	Roy.Uni	Suède	USA
Est-ce une procédure non confidentielle ?	O	N	O	O	O	O	O	O		N	O	N		O
Procédure à l'initiative du débiteur, des créanciers, du tribunal ?	D C T	D	D C	D ou C	D C	D C T	D C T	D C		D	D	D C		D C
Le débiteur peut-il en bénéficier s'il est totalement insolvable (en cessation des paiements) ?	N	N	O	N	N	O	O	O		O	N	O		O
Les actions à son encontre sont-elles toutes suspendues ?	O	O	O	O ♦	N	O	O	O		O	O **	O		O
Les créanciers doivent-ils déclarer leur créance ?	O	O	O	O	O	O	O	N		O	O	O		O
Le plan de remboursement et de redressement préparé par le débiteur doit-il être approuvé par les créanciers et arrêté par le tribunal ?	O ***	O	N	O	O	O	O	O		O	O	O		O ****

* *Amministrazione straordinaria s'applique aux grandes entreprises en état d'insolvabilité. Le but est de satisfaire les créanciers tout en préservant l'outil et l'emploi.*

** *Seuls les créanciers appelés à voter le plan n'ont plus le droit de poursuivre individuellement le débiteur ;*

*** *Il existe différents sortes de plans lesquels peuvent nécessiter la ratification du tribunal ;*

**** *Le plan est préparé par les conseils du débiteur et les comités de créanciers.*

D : débiteur  inexistant
 C : créancier  oui
 T : tribunal  non

Source : Euler Hermes, bulletin économique n°1127 (Novembre 2007)

Défaillances d'entreprises ?

Une question de METHODOLOGIE pour tous les pays ! (c)

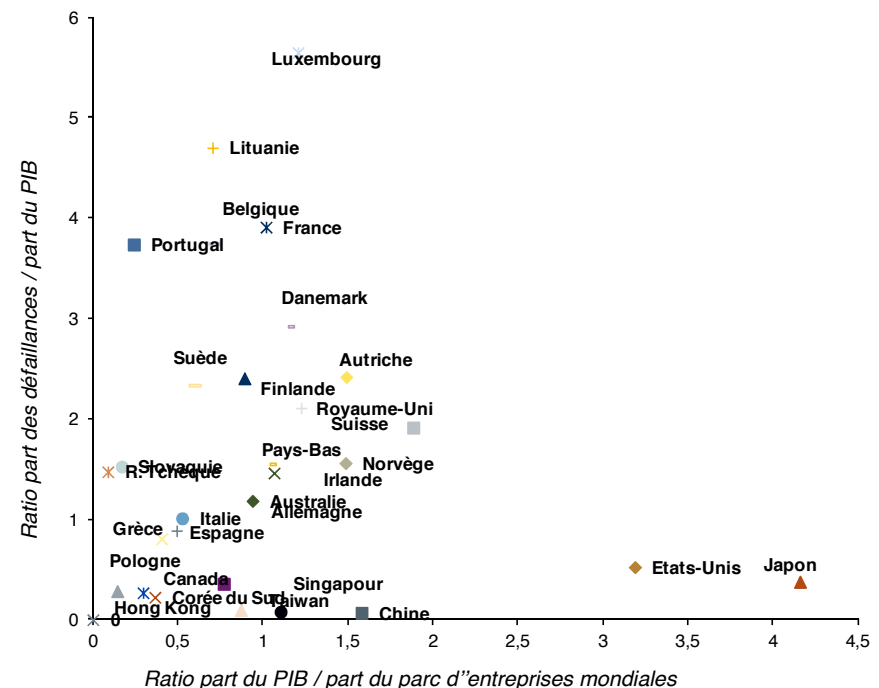
Une **réalité très variable** d'un pays à l'autre avec des différences :

- de typologies des procédures (des réalités économiques différentes?)
- de taux d'utilisation réelle des procédures (préférence traditionnelle pour les procédures amiables en Europe du sud et en Asie)
- de champs d'application des procédures (entrepreneurs individuels en faillite personnelle aux Etats-Unis)

Des **données statistiques très hétérogènes** d'un pays à l'autre :

- type de source (officiel/instituts)
- fréquence de mise à jour
- profondeur d'analyse par type de décomposition

Des statistiques de nombre des défaillances d'entreprises qui sont de facto peu comparables entre les pays, sans lien avéré entre le parc d'entreprises du pays ni l'importance économique



Défaillances d'entreprises ?

Quelles solutions pour une comparaison internationale ?

Solution 1 : le calcul et le suivi de taux de défaillance

- Une grandeur économique a priori beaucoup plus fiable et plus intéressante.
- Une mise en pratique encore plus complexe, surtout pour les comparaisons internationales, car on multiplie les difficultés statistiques du numérateur par celles du dénominateur.
- Techniquement possible dans quelques pays sur des champs restreints (France, UK..).

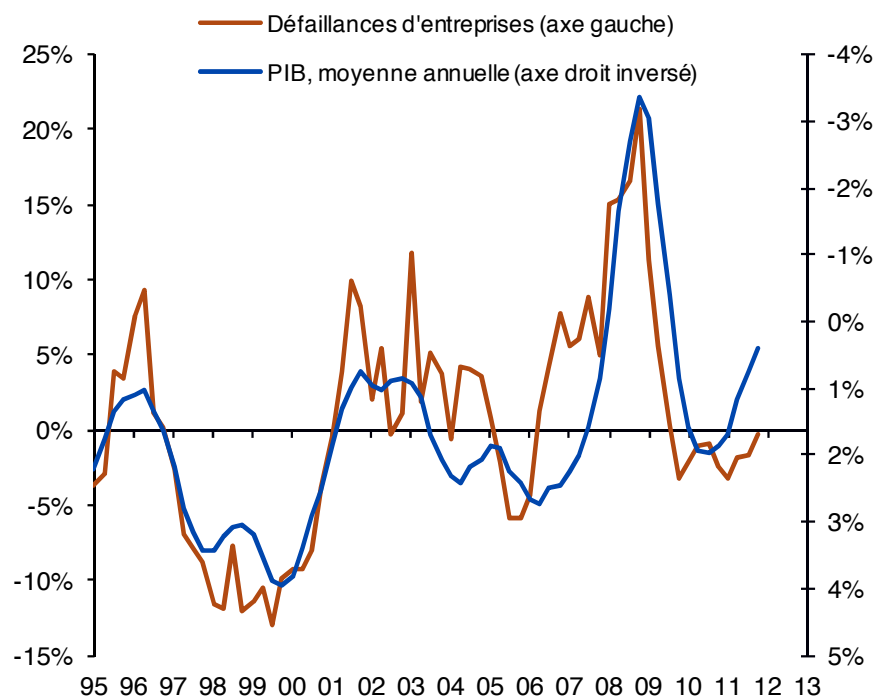
Solution 2 (le choix d'Euler Hermes) : le suivi des évolutions plutôt que des nombres absolus via la construction d'indices régionaux et mondial

- Pour chaque pays, un indice des défaillances basé 100 sur une année de référence.
- Un Indice Global –ou régional- des Défaillances (IGD), qui est la somme pondérée des indices nationaux où chaque pays est pondéré par le poids de son PIB en valeur (aux taux de change courants) au sein des pays retenus dans l'étude
- Les pays représentent 84 % du PIB mondial en utilisant les taux de change 2011.

Quelle méthode de prévisions pour la France ?

Une corrélation “logique” avec la croissance plutôt robuste sur le moyen-long terme...

... mais bien plus fragile sur le court-terme



Sources: IHS Global Insight, Euler Hermes, défaillances en date de publication au BODACC à fin octobre 2012

Aux effets (chocs) du cycle économique s'ajoute des facteurs exceptionnels, parmi lesquels :

- le renforcement de la concurrence (mondialisation)

les changements de législation :

- en matière de délais de paiement
- pour les défaillances (effet d'aubaine)
- pour les créations d'entreprises (surmortalité des jeunes entreprises)

- les conditions de financement (coût du crédit et accès aux nouveaux crédits)

- les mesures et dispositifs de soutien aux entreprises et/ou de relance

En France, il faut en moyenne sur longue période 1,5% de croissance du PIB pour stabiliser la hausse des défaillances, et l'élasticité des défaillances à la croissance est forte (1 point de croissance du PIB en moins signifie 5 points de croissance des défaillances en plus)

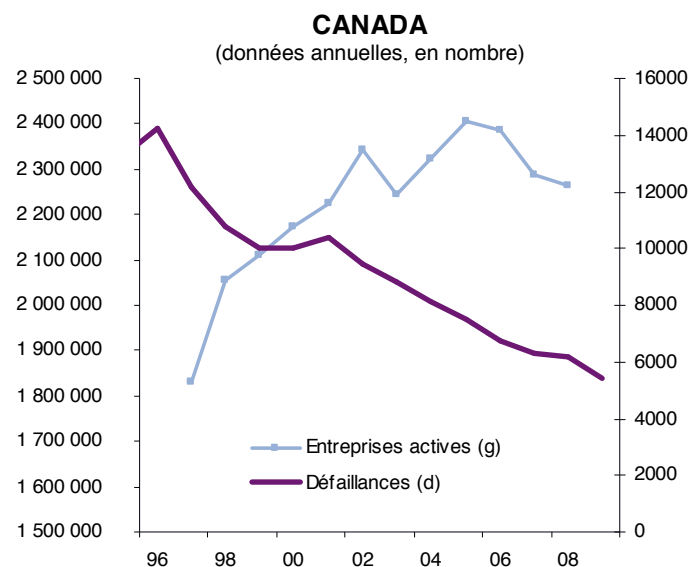
Quelle méthode de prévisions ?

La prise en compte d'autres facteurs macroéconomiques

... confortée par l'approche micro des experts du groupe Euler Hermes

Selon les pays, prise en compte de:

- créations d'entreprises
- taux de chômage
- conditions de financement



Sources: IHS Global Insight, StatCan, Euler Hermes

Des implantations dans 50 pays

Côté prévention

1500 analystes crédit et arbitres à travers le monde

> 40 millions d'entreprises suivies

> 20 000 décisions de crédit par jour

Côté recouvrement

> 600 spécialistes du recouvrement

> 200 000 dossiers gérés par an

Un monitoring mensuel des défaillances dans le monde et des reprévisions tous les trimestres

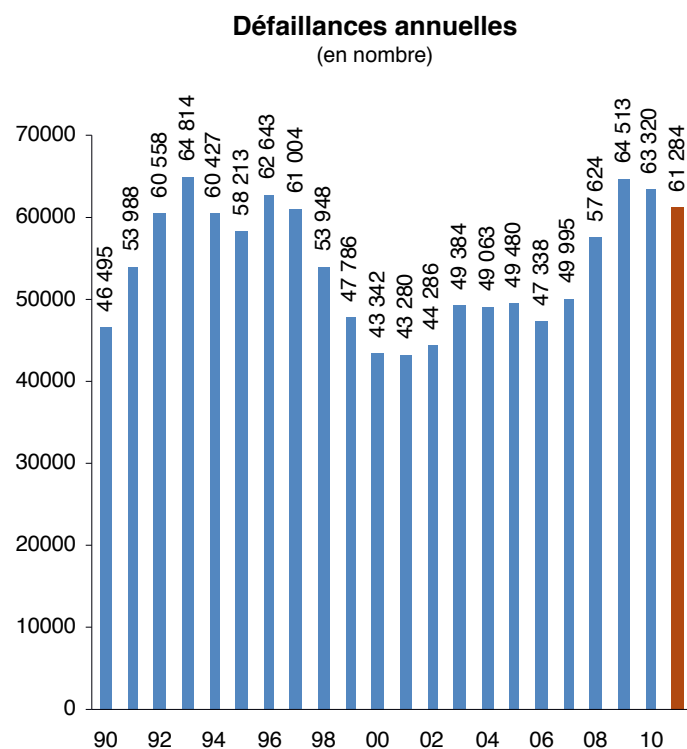
Sommaire

- 1 Définitions et méthodologies
- 2 **Défaillances d'entreprises en France : bilan à fin octobre 2012 et prévisions**
- 3 Défaillances d'entreprises dans le monde : bilan 2011 et prévisions 2012-2013

En 2011, un retournement confirmé mais limité après deux années d'envolée dans le sillage de la crise

Un rythme de baisse en quasi-doublement mais limité (-3,2%) : un volume global toujours supérieur à 60000 défaillances...

... malgré la forte réactivité des entreprises, l'amélioration conjoncturelle et des facteurs limitatifs indéniables



Source : Euler Hermes, en date de publication au BODACC, données révisées en date de juillet 2012

Des mesures de soutien dès fin 2008 et tout au long de 2009 par les pouvoirs publics, les collectivités régionales ou les établissements financiers :

- aides à la trésorerie,
- reports d'échéances (Urssaf, impôts...)
- allègements fiscaux
- aides sectorielles
- médiation (3500 nouveaux dossiers en 2011 soit 1885 entreprises confortées par le déblocage de 410 milliards €)
- fonds d'investissement / Oséo (+5% d'entreprises soutenues en 2011, soit un total de 84000, avec des financements divers en hausse de +4,7% à 31 milliards €)

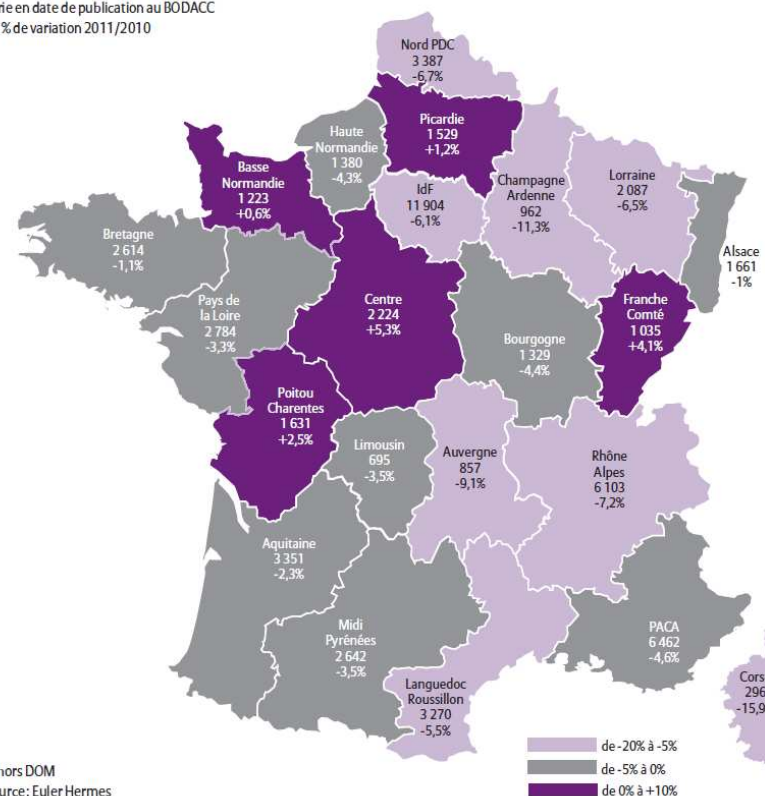
En 2011, un bilan d'ensemble favorable qui masque toutefois d'importantes disparités et fragilités

Des disparités dans tous les types de décomposition

- Pousée des procédures de **sauvegarde** (recul des RJ/LJ)
- Pousée dans les **services aux particuliers** et activités liées à la santé, l'éducation et le social (baisse dans les autres grands secteurs...avec de fortes disparités au sein de ces grands secteurs)
- Accélération du reflux des défaillances d'entreprises de petite taille (la masse des défaillances) mais modération pour celles de taille plus intermédiaire
- Nette reprise des défaillances d'entreprises de plus **grande taille** : 166 entreprises avec un CA de plus de 15 millions € (soit un volume d'affaires de 6,9 milliards € et plus de 35600 salariés contre respectivement 4,5 et 31600 en 2010)

Une tendance au repli qui laisse de côté 5 régions

Nombre de défaillances par région ⁽¹⁾
série en date de publication au BODACC
en % de variation 2011/2010

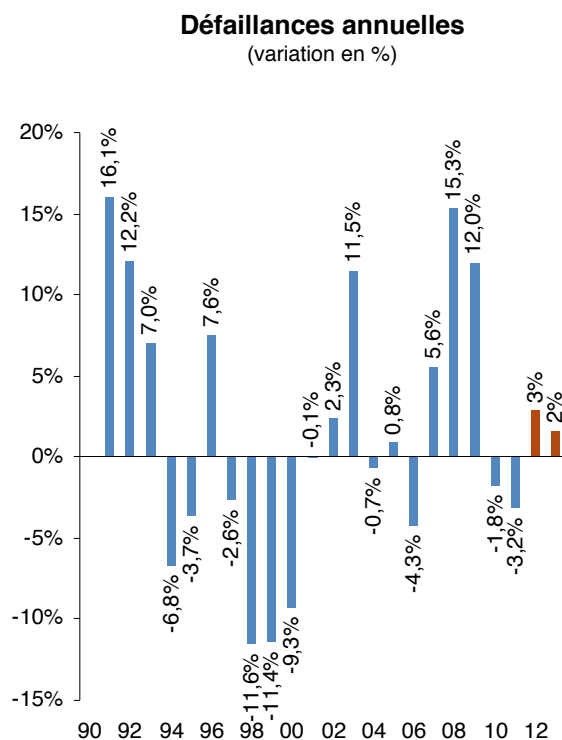
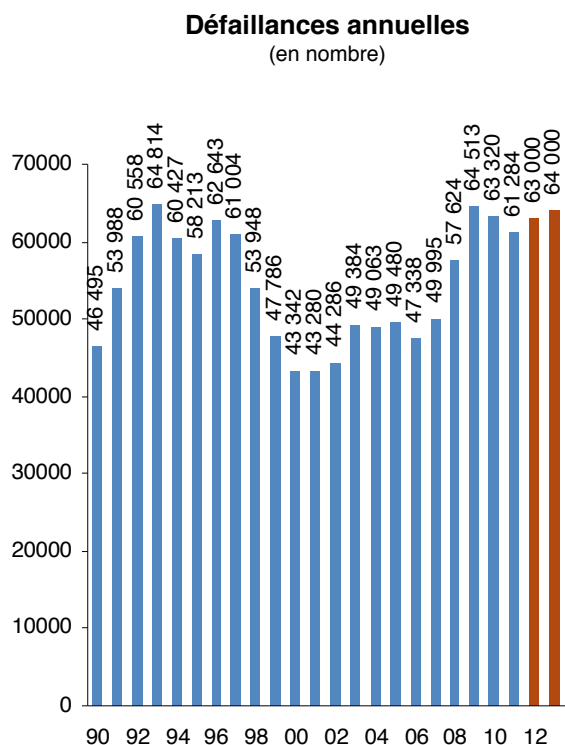


Source : Euler Hermes, en date de publication au BODACC, données révisées en date de juillet 2012

La sinistralité des entreprises risque de se maintenir à un haut niveau jusqu'en 2013

Scénario central publié en mi-septembre 2012:
près de 63000 défaillances en 2012 et 64000 en 2013

Scénario "casse croissance":
+4% en 2013



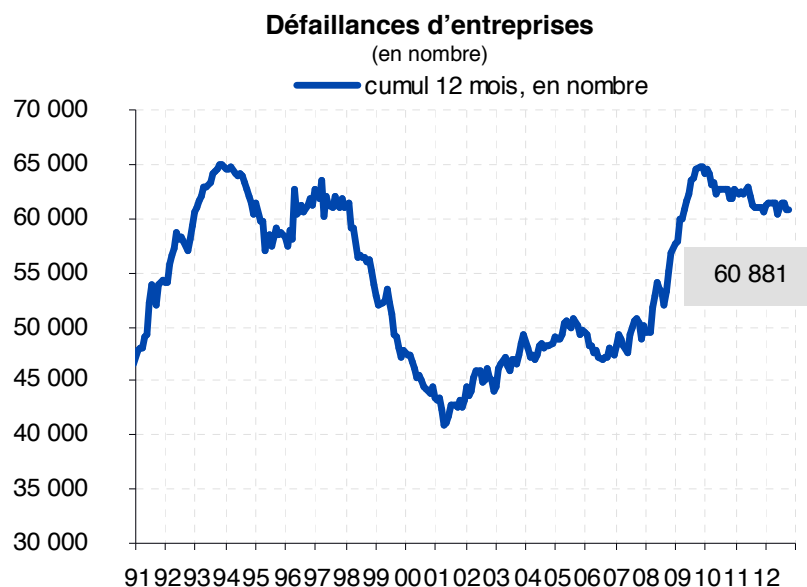
Source : Euler Hermes, en date de publication au BODACC, à partir des données révisées en date de juillet 2012

- 2 points de plus de hausse des défaillances (soit +4%)
- Un peu plus de 1000 défaillances de plus que pour le scénario central
- Ce qui conduirait à un nouveau record historique à plus de 65000 défaillances

Le bilan à fin octobre confirme l'important volume de défaillances (malgré la montée des procédures amiables)

Près de 61 000 défaillances en cumul 12 mois à fin octobre (-0,3% en glissement) soit aussi près de 49 700 sur 10 mois cumulés (+0,5%)

Une poussée prolongée des procédures de sauvegarde



Source : Euler Hermes, en date de publication au BODACC à fin octobre 2012

Défaillances d'entreprises par type de procédures

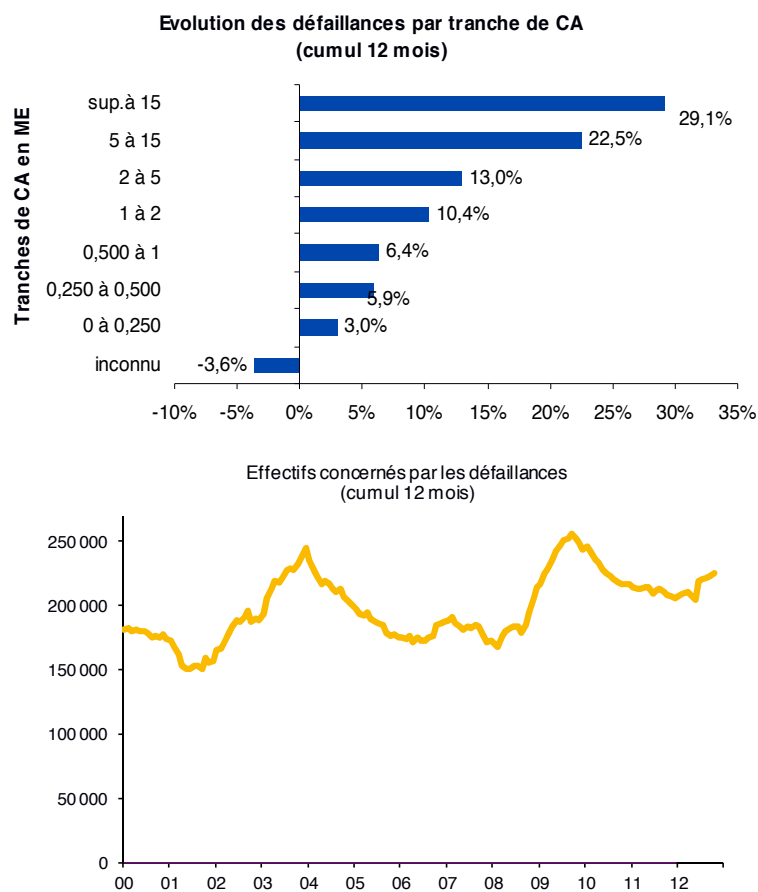
cumul 10 mois	octobre-12	%	var.2012/2011
RJ	14 738	29,7%	-0,6%
LJ	33 750	67,9%	0,1%
Sauvegarde	1 185	2,4%	32,3%
Procédures collectives	49 673	100%	0,5%

Sur la période 2005-2009: 64% des RJ ont fini en liquidation avant la fin de la période d'observation, 26% des RJ ont donné lieu à un plan de redressement et 10% des RJ ont été convertis en LJ après un plan

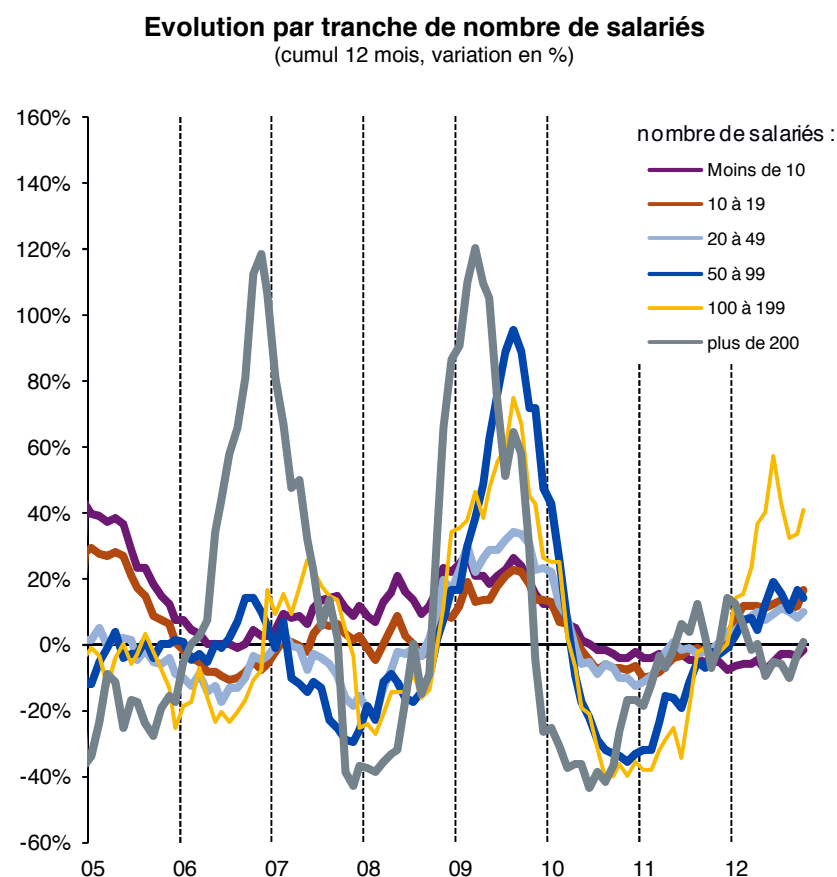
- Un début d'année entre résilience ou attentisme (pré et post) électoral
- Une fin d'année plus difficile comme toujours sinon plus

Le bilan à fin octobre fait craindre une effet domino (contagion)

La poussée continue des défaillances d'entreprises de grande taille rappelle un mauvais souvenir (2008-2009)



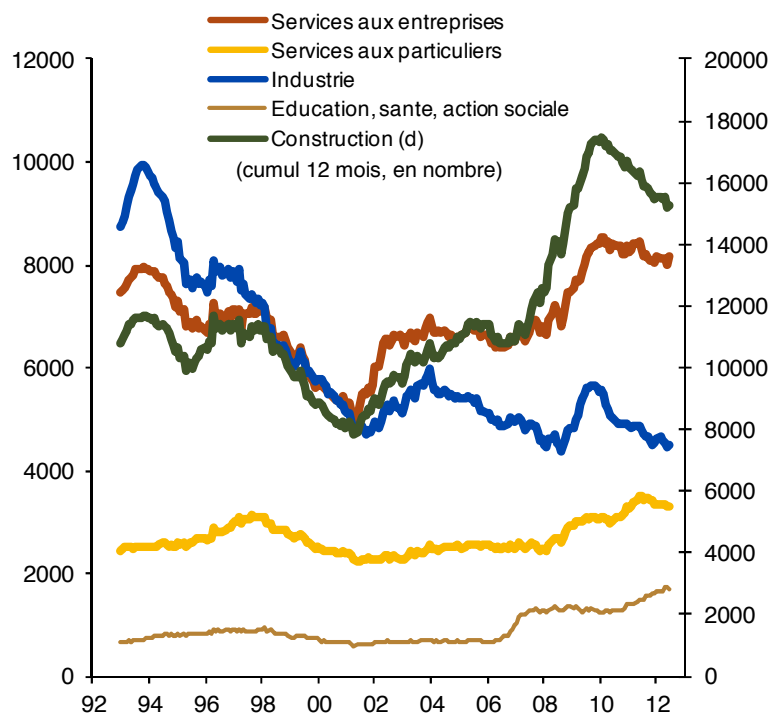
Source : Euler Hermes, en date de publication au BODACC à fin octobre 2012



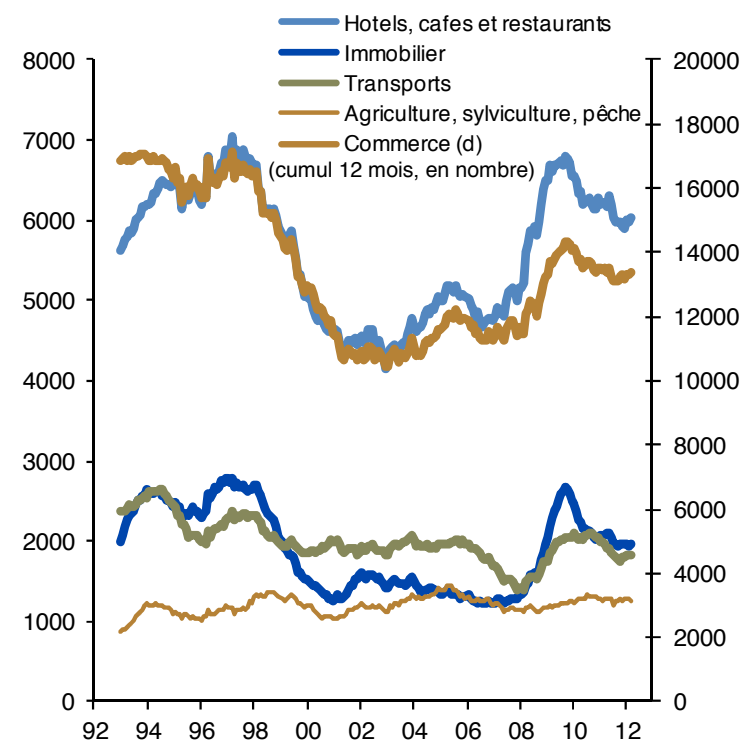
Source : Euler Hermes, en date de publication au BODACC à fin octobre 2012

Par secteur, des rythmes de baisse plus limités et des rebonds qui s'amplifient

Le transport (+11%), l'immobilier (+5%), les services aux entreprises et le CHR (+3%) en tête des secteurs plus en difficultés ; les défaillances toujours en recul pour la construction (-3%) qui totalise encore 25% des faillites.



Source : Euler Hermes, en date de publication au BODACC à fin octobre 2012



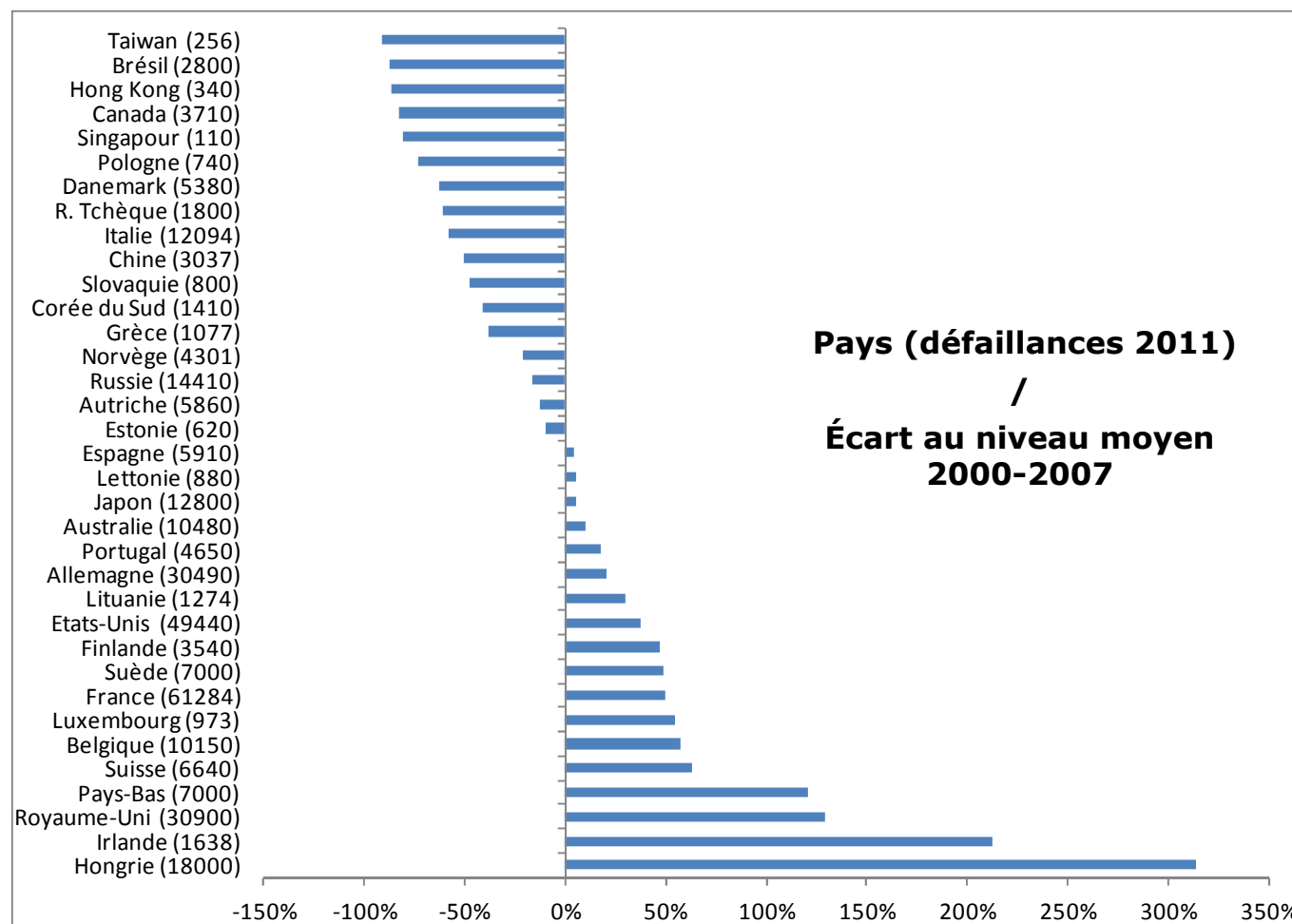
Source : Euler Hermes, en date de publication au BODACC à fin octobre 2012

Sommaire

- 1 Définitions et méthodologies
- 2 Défaillances d'entreprises en France : bilan à fin octobre 2012 et prévisions
- 3 Défaillances d'entreprises dans le monde : bilan 2011 et prévisions 2012-2013**

Rappel graphique du bilan 2011

Le repli des défaillances observé dans plusieurs n'a pas été suffisant pour effacer l'envolée constatée avec la crise de 2008-2009

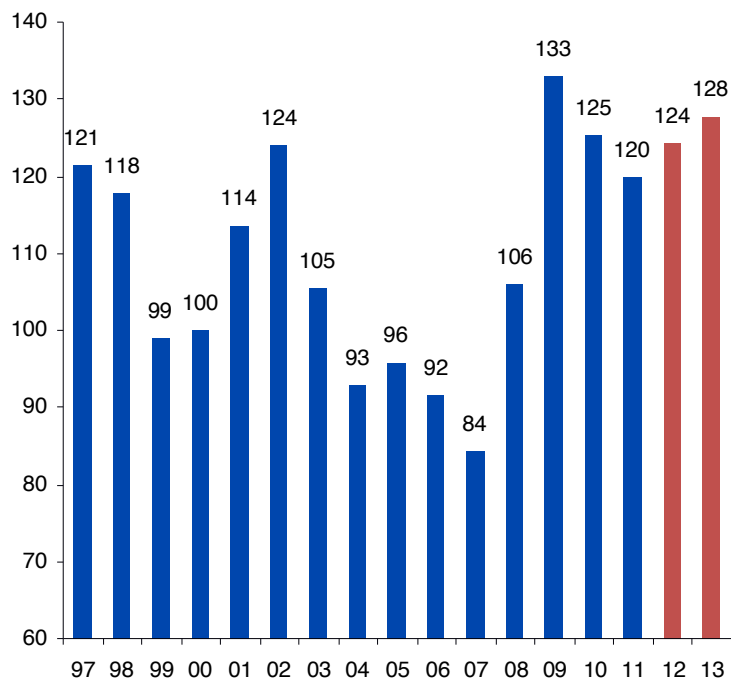


La remontée des défaillances observée en 2012 risque globalement de se prolonger en 2013

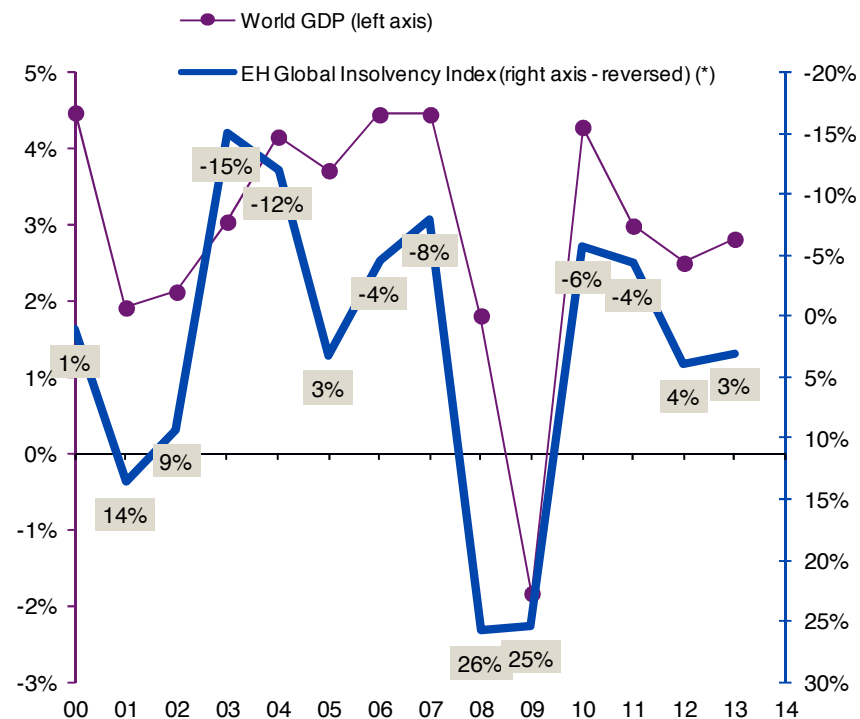
L'Indice Global des Défaillances est attendu en hausse de +3% sur 2013, après un rebond estimé à +4% en 2012

Une évolution en ligne (inverse) avec notre scénario de croissance mondiale

Indice Global des Défaillances
(niveaux annuels, base 100 en 2000*)



Sources: statistiques nationales, Euler Hermes – données de septembre 2012
(*) Pays pondérés par leurs poids dans le PIB 2011, taux de change courants



Sources: statistiques nationales, Euler Hermes - données de septembre 2012
(*) Pays pondérés par leurs poids dans le PIB 2011, taux de change courants

... mais surtout à cause de l'Europe (du sud) (i) évolutions et prévisions par régions

La tendance baissière devrait se poursuivre en Amérique mais se tempérer en Asie/Pacifique (à des bas niveaux), et s'inverser en Europe, y compris dans les pays les plus résilients à la crise....

... avec une envolée qui se poursuit dans les pays méditerranéens.

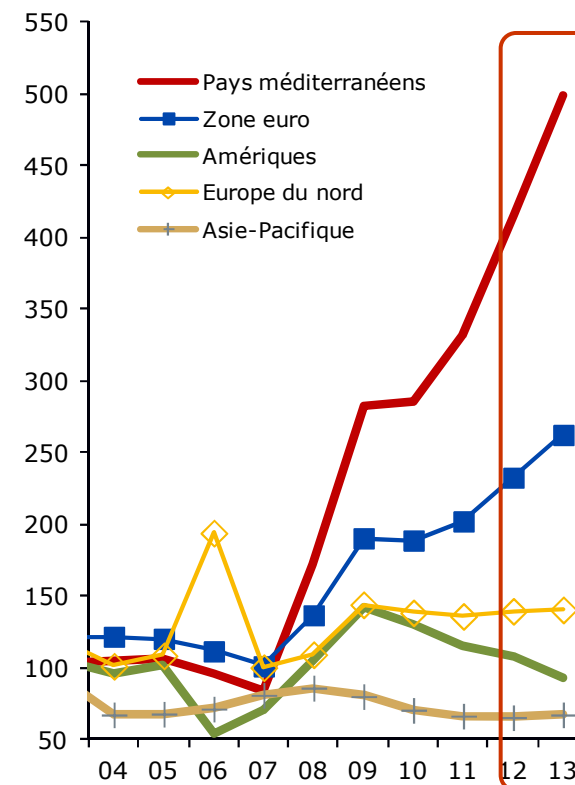
Evolution annuelle des défaillances par grande région

	% du PIB mondial (*)	% de l'indice global des défaillances (*)	2010	2011	2012	2013
Indice global des défaillances	83,8	100	-6%	-4%	4%	3%
Indice Amériques	28,8	34,4	-8%	-15%	-9%	-7%
Indice Asie-Pacifique	25,0	29,8	-12%	-6%	-1%	3%
Indice Europe du Nord	12,7	15,1	-4%	-3%	6%	-2%
Indice Allemagne-Autriche-Suisse	6,9	8,2	1%	-4%	0%	1%
Indice France	4,1	4,9	-2%	-3%	3%	2%
Indice Pays méditerranéens	6,3	7,5	1%	17%	27%	18%
Indice Zone euro	19,2	22,9	-1%	7%	17%	11%

Sources : données nationales, calculs et prévisions Euler Hermes, Base 100 : 2000 Prévisions

Sources: statistiques nationales, Euler Hermes – données de septembre 2012
(*) Pays pondérés par leurs poids dans le PIB 2011, taux de change courants

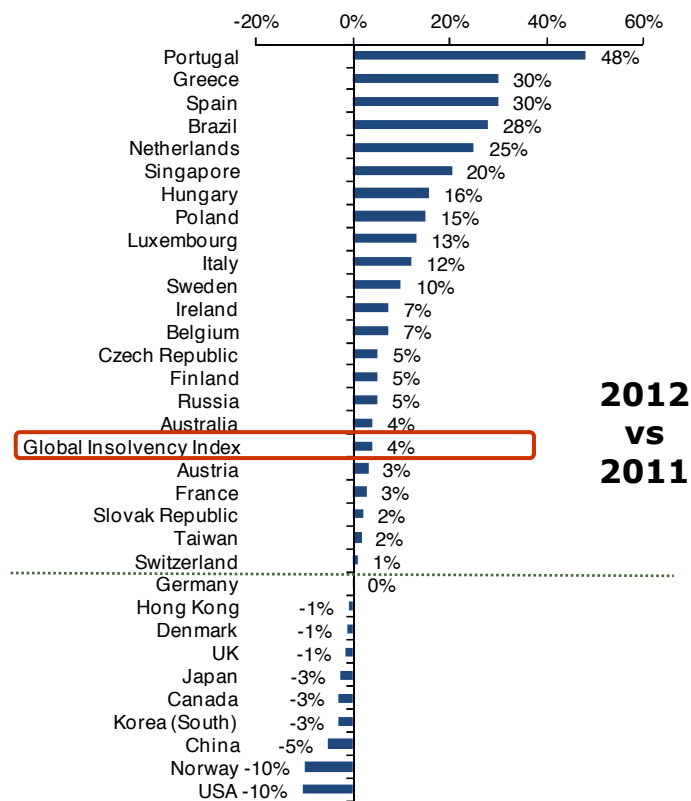
Evolution des indices régionaux de défaillances
(niveaux annuels, base 100 en 2000*)



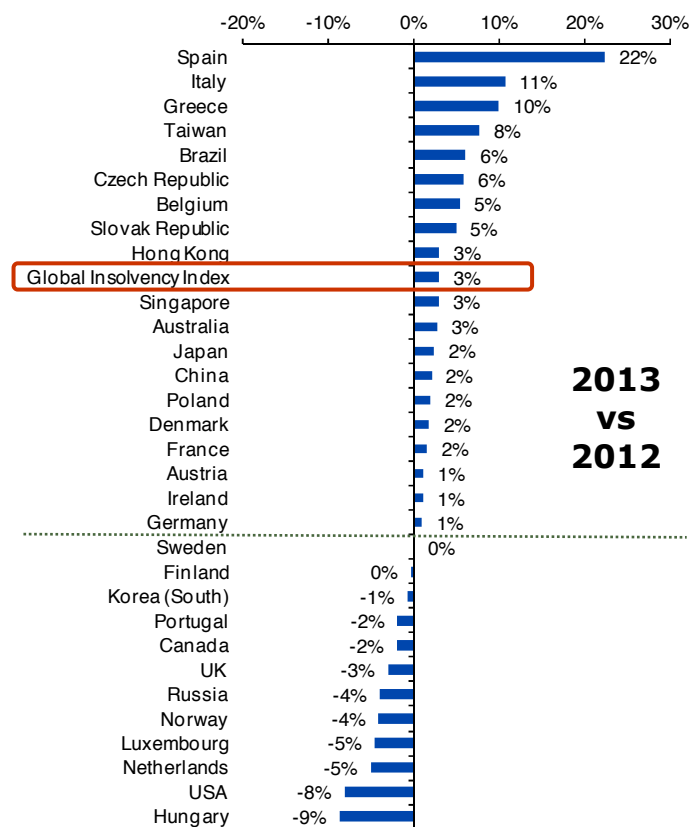
... mais surtout à cause de l'Europe (du sud) (ii) évolutions et prévisions par pays

Les dernières estimations (septembre) pour l'année en cours sont défavorables pour une majorité de pays....

... mais les perspectives 2013 restent peu favorables pour un grand nombre



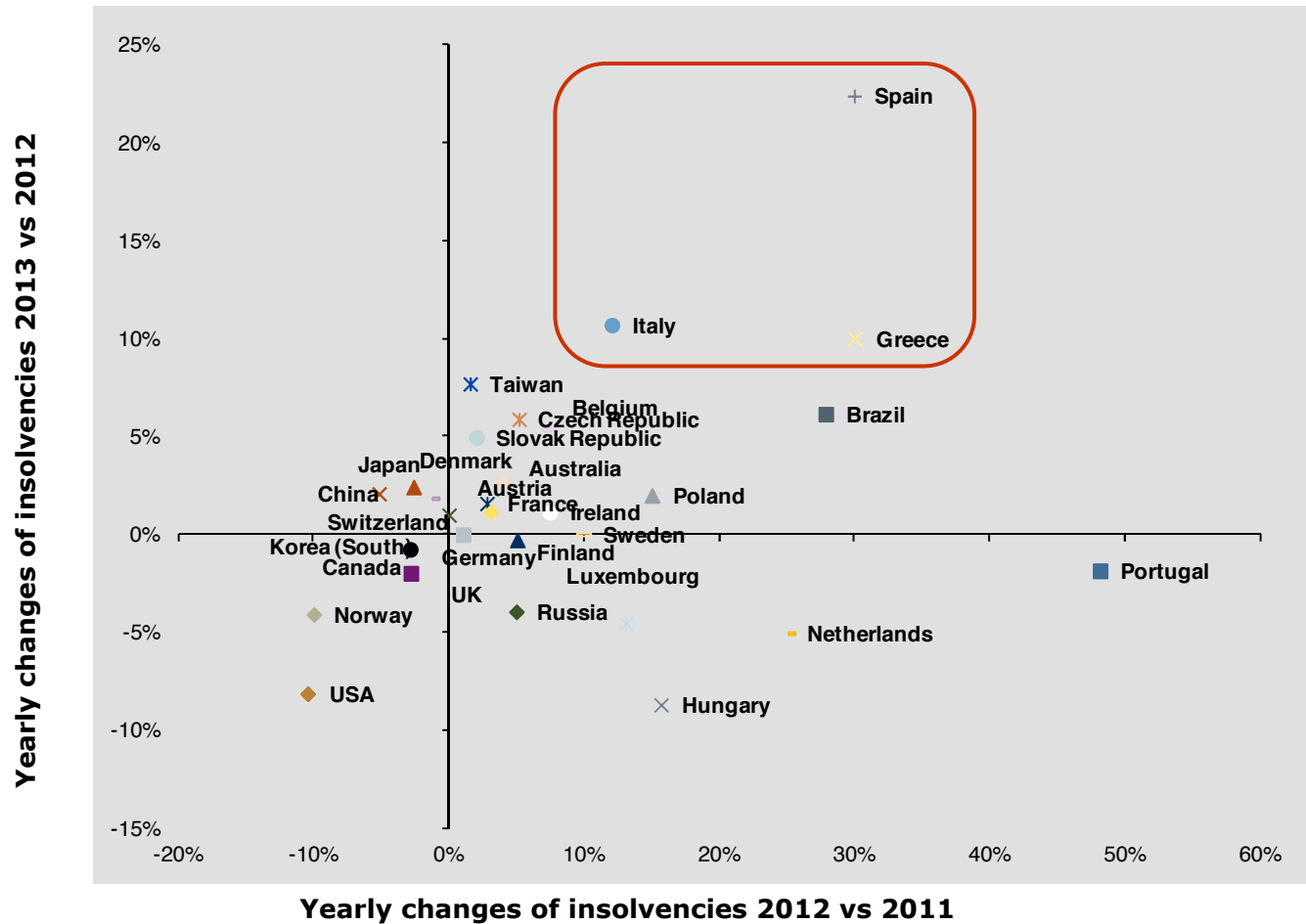
Sources: statistiques nationales, Euler Hermes – données de septembre 2012



Sources: statistiques nationales, Euler Hermes – données de septembre 2012

... mais surtout à cause de l'Europe (du sud) (iii) évolutions et prévisions par pays

Un grand nombre de pays risque d'afficher des défaillances en hausse sur les 2 années 2012 et 2013



**Merci de votre
attention**